

Pour un nouvel élan social

Par Pierre CLAUSS (*).

Dans les années 90, Francis Fukuyama avait prédit avec la chute du mur de Berlin la fin de l'Histoire. Depuis juillet 2007, la crise financière semble annoncer une nouvelle fin de l'Histoire : celle d'un libéralisme dérégulé et inégalitaire qui n'ose se nommer. Cela concorde aussi avec l'épuisement des valeurs d'une génération bénie, celle des 30 Glorieuses (1945/1975) et de Mai 68, qui nous laisse un curieux héritage, fait de progrès techniques et de libertés essentielles (sexuelles, familiales, culturelles) mais aussi d'individualisme et de disparition des utopies.

Quelles peuvent être les bases d'un nouvel élan ? Se prêter à ce jeu pourrait paraître prétentieux mais le risque est à prendre pour éviter des réponses extrêmes.

Et si on rémunérait le travail non plus sur la performance mais sur l'utilité sociale ?

La revalorisation du travail a été un thème majeur des débats politiques de la présidentielle de 2007. Mais a-t-on posé les bonnes bases pour une revalorisation juste ? Un haut cadre d'une banque a une utilité, car il permet d'huiler les rouages de l'économie,

mais est-ce normal de le payer parfois 100 fois plus qu'un agriculteur, qui nous nourrit et qui a une responsabilité très importante sur l'équilibre de notre planète ? On peut aussi penser à l'instituteur qui éduque les générations futures, ou encore à la sage-femme qui donne naissance.

La crise pourrait être l'occasion de remettre en cause la rémunération du travail fondée sur la performance, souvent source d'épuisement et de mal-être. Cela grâce à des redistributions incitatives, et des plafonds qui sont très faciles à mettre en œuvre. Affirmer qu'un plafond pour les hauts revenus serait cause de départs de nos élites à l'étranger est d'une hypocrisie insupportable : les paradis fiscaux ont révélé combien ceux qui gagnent beaucoup et qui vivent en France peuvent payer très peu d'impôts...

Et si on recréait de la solidarité ?

Décréter la solidarité serait simpliste. En revanche donner les moyens aux citoyens d'être solidaires via les associations (sportives, culturelles, caritatives) est autre chose. Alors en premier lieu, il est primordial de ne pas diminuer leurs subventions qui sont vitales. En outre, ne serait-il pas judicieux de réformer les 35 heures avec

une idée simple : ont droit aux RTT ceux qui donnent un peu de leur temps à une association. Ce n'est pas une révolution mais cela permettrait de créer aussi du lien entre les citoyens, et pas seulement d'augmenter les chiffres d'affaires des magasins de bricolage ou du tourisme de masse.

Et si enfin les pays du tiers-monde sortaient du tiers-monde ?

Les émeutes de la faim en 2008 nous ont révélé que les aides à ces pays pouvaient se révéler peu efficaces, mal réparties voire même détournées. Peut-on imaginer un Etat-Providence mondial qui ponctionnerait les bénéfices de nos entreprises qui profitent des ressources de ces pays pour redistribuer directement aux peuples, les accompagner dans la création d'entreprises... ? Taxer la spéculation financière pourrait être aussi un des leviers pour une redistribution plus juste au niveau mondial.

Ces quelques idées pourront paraître à certains naïves. Elles veulent seulement avancer des pistes de changement pour éviter le statu quo ou la violence.

(*) Enseignant-chercheur en Finance.